



ARRÊTÉ N°2016/67
PRESCRIVANT L'OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE
PORTANT SUR LA COMMUNE DE TREMBLAY-EN-FRANCE
RELATIVE A LA DECLARATION DE PROJET N° 1
EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME
DE LA COMMUNE DE TREMBLAY-EN-FRANCE
EN VUE DE LA REALISATION D'UNE OPERATION DE LOGEMENTS SOCIAUX

Le Président de l'Etablissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L300-6 et R153-15 et suivants,
Vu le décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Tremblay-en-France approuvé le 30 mai 2011 et ses différentes modifications,
Vu la décision n° 93-007-2015 du Préfet de la Seine-Saint-Denis en date du 13 janvier 2016 dispensant d'une évaluation environnementale la déclaration de projet n° 1 du Plan Local d'Urbanisme la Commune de Tremblay-en-France pour la réalisation d'une opération de logements locatifs sociaux,
Vu la décision n° E16000006/93 du Premier Vice-Président du Tribunal Administratif de Montreuil en date du 30 mars 2016, désignant Monsieur Marcel LINET en qualité de Commissaire enquêteur et Madame Mariama LESCURE en qualité de Commissaire enquêteur suppléant,
Vu le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France adopté par le Conseil Régional d'Ile-de-France le 18 octobre 2013 et approuvé par décret n° 2013-1241 le 27 décembre 2013,
Vu le Programme Local de l'Habitat intercommunal adopté lors du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Terres de France du 12 octobre 2015,
Vu le dossier soumis à enquête publique,

ARRÊTE

ARTICLE 1 Il sera procédé à une enquête publique qui aura lieu sur le territoire de la Commune de Tremblay-en-France du lundi 30 mai 2016 au jeudi 30 juin 2016 inclus, soit une durée de 32 jours consécutifs.

ARTICLE 2 Cette enquête publique porte à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Tremblay-en-France.
Le projet d'intérêt général concerné poursuit le double objectif, de requalification urbaine du quartier du Centre-Ville de la Commune de Tremblay-en-France, et de production de logements neufs préconisée dans le Programme Local de l'Habitat intercommunal.
Ce projet, qui fait suite à l'évolution du parcellaire intervenue par redéfinition d'un alignement de voirie, vise à supprimer un secteur paysager de 1279 m² isolé, pour permettre la réalisation de logements sociaux avec création d'une agence locale de gestion dédiée au bailleur.

ARTICLE 3 Monsieur Marcel LINET, ingénieur général des Ponts-et-Chaussées retraité, a été désigné en qualité de Commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus, et Madame Mariama LESCURE en qualité de Commissaire enquêteur suppléant pour cette même enquête.

ARTICLE 4 Pendant la durée de l'enquête, les pièces du dossier ainsi que deux registres d'enquête à feuillets non mobiles, préalablement cotés, paraphés et **Approuvés par le Commissaire enquêteur**, resteront déposés pour l'un, au siège de Paris Terres d'Envol (50 Allée des Impressionnistes - ZA Paris Nord 2 - 93420 Villepinte), et pour l'autre à la Mairie de Tremblay-en-France. Ils seront à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture

093-200023448-20160418-2016-67-
AP
Date de télétransmission
26/04/2016

des bureaux.

Chacun pourra en prendre connaissance, et consigner éventuellement ses observations sur les registres d'enquête ou les faire parvenir par écrit à l'attention du Commissaire enquêteur en les adressant au siège de l'enquête,

Paris Terres d'Envol

BP 10018

93601 Aulnay-sous-Bois Cedex

Les pièces du dossier seront également téléchargeables sur le site internet de l'EPT Paris Terres d'Envol : www.caterresdefrance.fr

ARTICLE 5

Le Commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en Mairie de Tremblay-en-France, dans les locaux du Service Urbanisme, les :

- Lundi 30 mai 2016, de 09 h 00 à 12 h 00
- Samedi 18 juin 2016, de 09 h 00 à 12 h 00
- Jeudi 30 juin 2016, de 14 h 00 à 17 h 00

ARTICLE 6

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, un avis informant le public de l'ouverture de l'enquête sera affiché au siège de Paris Terres d'Envol, ainsi qu'en Mairie de Tremblay-en-France et sur les panneaux d'affichage municipaux.

Il sera en outre inséré en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux d'annonces légales du département de la Seine-Saint-Denis.

Un certificat d'affichage et de publicité sera établi par mes soins et annexé au dossier avec un exemplaire de l'avis d'enquête et des copies de ses insertions dans les deux numéros des journaux.

ARTICLE 7

A l'expiration du délai d'enquête, chaque registre, assorti le cas échéant des documents annexés, sera clos par le Commissaire enquêteur.

Ce dernier disposera d'un délai d'un mois pour dresser et me communiquer son rapport d'enquête, comportant ses conclusions et son avis motivé sur la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Tremblay-en-France.

ARTICLE 8

Le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur pourront être consultés au siège de Paris Terres d'Envol et en Mairie de Tremblay-en-France aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Copie en sera par ailleurs adressée au Président du Tribunal Administratif de Montreuil et au Sous-Préfet du Raincy.

ARTICLE 9

Madame la Directrice Générale des Services de Paris Terres d'Envol est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera également transmis à Monsieur le Maire de Tremblay-en-France, Monsieur le Sous-Préfet du Raincy, et adressé à Monsieur le Commissaire enquêteur.

Fait à Aulnay-sous-Bois, le 15 avril 2016



Le Président

Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200023448-20160418-2016-67-
AR
Date de télétransmission :
26/04/2016